

E-BULLETIN DE L'UIP

N°16 – 14 décembre 2012

Aider la Libye à se doter d'une démocratie parlementaire à part entière – La semaine prochaine, le Secrétaire général de l'UIP, Anders B. Johnsson, signera à Tripoli avec le Président du Conseil général de la Nation, Mohamed Al-Magariaf, un accord en vue d'un programme de soutien qui doit permettre d'instaurer une démocratie parlementaire pleine et entière en Libye. Dans un premier temps, l'UIP se concentrera sur différentes priorités, notamment préciser le rôle du Conseil général dans la le processus d'adoption d'une nouvelle Constitution, de revoir les règles et procédures de cet organe et de favoriser la représentation des femmes dans la vie politique libyenne. Il y aura également beaucoup à faire pour s'assurer que les citoyens libyens sont suffisamment informés et associés à l'établissement de la démocratie parlementaire. Le Conseil général qui a été élu au mois de juillet et a nommé un gouvernement provisoire en novembre, a demandé à l'UIP d'accompagner la transition démocratique dans le pays.

Cet accord retisse des liens entre l'UIP et le Parlement libyen, dont la première affiliation à l'UIP remonte à 1958, et vise à apporter une stabilité durable à la Libye. Une évaluation complète des besoins sera menée prochainement, sur le modèle de ce qui s'est fait ne serait-ce que cette année, pour accompagner la mise en place d'une démocratie parlementaire au Myanmar et en Tunisie.

L'UIP donne le coup d'envoi d'un programme d'appui durable au Myanmar avec le concours de la Suède - L'UIP va mettre en œuvre un programme d'appui aux services de bibliothèque, de recherche et d'information du Parlement du Myanmar. Ce programme, qui s'étalera sur cinq mois, est la première étape d'un programme de soutien à plus long terme que l'UIP et le PNUD exécuteront en coordination avec d'autres organisations telles qu'International IDEA et le National Democratic Institute (NDI), sur une période de trois ans. Dans ce cadre, l'UIP et le PNUD aideront le Parlement à mettre en œuvre des réformes démocratiques et à renforcer son action législative, de représentation et de contrôle. Pour commencer, dès la mi-décembre, 30 membres du personnel du Parlement suivront une formation de base d'un mois aux technologies de l'information, qui sera sanctionnée par un certificat. Cette formation leur permettra d'utiliser avec plus d'aisance les outils informatiques et l'internet pour répondre aux attentes des parlementaires. Les autorités parlementaires du Myanmar ont jugé prioritaire de doter le Parlement d'une bibliothèque moderne et axée sur les besoins des élus, lors de la mission d'évaluation des besoins dépêchée sur place en cours d'année. Le projet de bibliothèque, financé par l'Agence suédoise de coopération au développement (ASDI), sera mis en œuvre par du personnel national et international sur le terrain. Durant la courte histoire qui est la sienne, l'Assemblée de l'Union du Myanmar a d'ores et déjà considérablement amélioré ses structures et ses services. Elle s'est dotée d'un règlement et de procédures élémentaires, ainsi que d'un calendrier législatif complet. Au cours des cinq sessions qu'elle a tenue depuis son rétablissement en 2010, elle a examiné une centaine de projets et propositions de lois et en a adopté un grand nombre.

Renforcer le leadership des femmes parlementaires au Burundi - Afin de consacrer le rôle et l'influence des femmes dans la vie politique du Burundi, une formation a été organisée pour renforcer les compétences des femmes parlementaires burundaises en

matière de leadership, communication et sensibilisation. L'évènement fait partie d'un programme de soutien que l'UIP conduit depuis plusieurs années auprès du Parlement du Burundi pour l'aider à traiter des questions liées au genre et des violences sexistes. Au 31ème rang dans le classement mondial de l'UIP sur la représentation des femmes dans les parlements, la présence de celles-ci au sein du parlement du Burundi est relativement élevée. 30.5 % des élus à l'Assemblée nationale et 46.3% au Sénat sont des femmes. La formation qui s'est tenue dans la capitale Bujumbura mi-décembre a allié concepts et élaboration de stratégies à des exercices pratiques sur la conduite de campagne et la communication de messages clés. Une séance spéciale a été consacrée à élaborer des outils de sensibilisation ciblés contre les violences sexistes. L'UIP a mené des formations similaires dans plusieurs parties du globe, notamment au Togo, Rwanda, en Jordanie et dans les pays du Golfe.

Une réforme du Conseil de sécurité s'impose pour renforcer la paix et la sécurité dans le monde – L'Audition parlementaire UIP-ONU qui se tient chaque année à New York a eu lieu la semaine dernière. A cette occasion, les parlementaires ont exprimé le souhait que le Conseil de sécurité de l'ONU soit réformé, de façon à le rendre plus représentatif, ce qui lui conférerait une plus grande autorité et lui permettrait donc de faire mieux accepter les efforts de maintien, de consolidation ou de rétablissement de la paix à travers le monde. Cette recommandation, qui fait suite à une autre recommandation énoncée dans une résolution que l'UIP a adoptée cette année à sa 126^{ème} Assemblée, à Kampala, fait partie d'un grand nombre de souhaits formulés par les 180 parlementaires, hauts représentants de l'ONU, experts et représentants des Etats Membres qui ont participé à l'Audition de cette année. Celle-ci a été consacrée principalement au rôle des parlements dans la prévention des conflits, la réconciliation et la consolidation de la paix. Les participants ont également appelé à une participation plus grande des femmes à la vie politique nationale, qui est selon eux un gage de stabilité. Ils ont recommandé qu'un minimum de 30 pour cent de femmes siègent dans les instances de décision, pour parvenir, à terme, à la parité. Ils ont en outre instamment demandé à l'UIP de continuer à tisser des liens entre les parlements nationaux, les missions auprès des Nations Unies et l'ONU elle-même, de façon que les parlements soient systématiquement associés aux processus de paix. Voilà près de 10 ans que ces auditions parlementaires se tiennent à l'ONU, depuis 2003, avec un but : faire en sorte que les décisions prises à l'échelon international soient plus transparentes et plus efficaces.

En Afrique de l'Est et en Afrique australe, les Parlements s'engagent à faire respecter l'interdiction de faire violence aux femmes – Les Parlements d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe se sont engagés à renforcer leurs lois réprimant la violence contre les femmes et les filles, et à veiller à ce que ces textes soient appliqués. Lors d'un séminaire organisé par l'UIP et le Parlement tanzanien à Dar-es-Salaam, la semaine dernière, des représentants des parlements de l'Angola, du Lesotho, du Malawi, de la Namibie, de l'Ouganda, du Soudan, de la Tanzanie et de la Zambie ont énoncé un certain nombre de mesures urgentes, notamment la mise en place de systèmes de contrôle pour s'assurer de la mise en œuvre et de l'efficacité des lois sur la violence faite aux femmes. Ils ont également décidé de créer un groupe spécialisé dans chaque parlement pour prendre ce combat à bras-le-corps. Dans ces deux régions, il est difficile non seulement d'aligner les lois nationales sur les instruments internationaux sur la violence faite aux femmes, mais aussi, tout simplement, de les faire respecter. Ce séminaire organisé par l'UIP s'inscrivait dans le cadre des 16 journées de mobilisation contre la violence sexiste qui font suite à la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, célébrée le 25

novembre. Cette année, l'UIP a mis l'accent sur l'utilisation de la législation pour mettre fin à la violence faite aux femmes et aux filles, un fléau qui n'épargne aucune société.

Renforcer la démocratie au Bangladesh grâce au travail dans les circonscriptions – L'UIP aide les parlementaires du Bangladesh à développer leurs relations avec les citoyens qu'ils ont été élus pour représenter, et à étoffer les services dispensés à ces mêmes citoyens, dans le cadre d'un programme du PNUD que soutient l'UIP et qui a vocation à renforcer la gouvernance démocratique dans le pays. S'inspirant des bonnes pratiques recensées dans le [Rapport parlementaire mondial](#) - publication conjointe UIP/PNUD - l'UIP fait profiter le Bangladesh de son expertise sur l'étude et l'évaluation des relations entre élus et électeurs. Les parlementaires du Bangladesh consacrent un temps considérable au travail de circonscription mais ils éprouvent de grandes difficultés à nouer et entretenir des liens personnels avec leurs électeurs. Parmi les principales difficultés à surmonter au Bangladesh, il y a la grande étendue des circonscriptions, le taux élevé d'analphabétisme et le manque de bureaux et de personnel d'appui pour les parlementaires. Dans un rapport qui sera publié au printemps, des experts formuleront des recommandations adaptées à la situation propre au Bangladesh et recenseront les meilleures façons d'entretenir un contact qui ne soit pas unilatéral entre parlementaires et circonscriptions, et de communiquer avec les citoyens tout en s'assurant leur concours afin qu'ils participent activement à la prise de décision politique dans le pays.